

COLLOQUE ANNUEL DE L'INSTITUT DES AMERIQUES

RENNES 17-18-19 NOVEMBRE 2011

APPEL A COMMUNICATION

REPENSER LES INTEGRATIONS REGIONALES DANS LES AMERIQUES AU PRISME DE LA PERSONNE

Les intégrations constituent l'un des maillons d'une gouvernance mondiale multi-niveaux : organisations universelles, organisations régionales, Etats, collectivités infra-étatiques. Cet échelon organisationnel a connu des développements importants notamment dans les Amériques où il existe sous de multiples formes et dénominations : ALADI, CAN, MERCOSUR, MCCA, ALENA (NAFTA), CARICOM, ALBA, UNASUR, ZLEA (ALCA), SICA, SIC, pour ne citer que quelques unes de ces structures. Mais jusqu'à présent elles ont surtout été étudiées sous l'angle des institutions mises en place et de leur fonctionnement, sans accorder une attention particulière aux ressortissants des intégrations et à la place de la personne humaine dans ces processus. Ainsi, le colloque tout en accordant une attention particulière aux problématiques juridiques, économiques, politiques, propose de repenser la question des intégrations régionales dans les Amériques au prisme de la personne, en étudiant les institutions et leur fonctionnement, les politiques et leur impact économique et social, les valeurs et leur garantie ainsi que leur lien –ou pas- avec les dimensions culturelles.

Une approche comparatiste avec d'autres systèmes d'intégrations (Asie, Afrique, Europe) sera aussi prise en compte afin de mieux comprendre la nature des écueils que connaissent plusieurs processus et envisager éventuellement de possibles améliorations.

Les pistes de réflexion qui suivent ne sont pas limitatives.

1) Les institutions et leur fonctionnement : quel rôle accordé aux personnes ?

La variété des formes d'intégrations régionales, qu'il s'agisse d'unions douanières ou de zones de libre échange, tisse un premier niveau de complexité : il s'agira de s'interroger sur les formes que prennent les diverses représentations (politique, nationale, régionale, populaire, démocratique) dans ces processus qui ont progressivement pris de l'ampleur depuis les années soixante. Comment sont-elles structurées, quel est leur mode de fonctionnement. Prévoient-elles des institutions où sont représentées les personnes, et si oui selon quelles modalités de désignation et avec quels pouvoirs décisionnels ? Des formes de démocratie participative permettent-elles un accès aux documents, une information sur les projets en cours voire des mécanismes permettant aux personnes de faire entendre leur opinion ? A défaut, des forums civils ou des contrepouvoirs tendent-ils à se mettre en place ?

2) Les politiques des intégrations : quelles incidences sur les personnes?

Les intégrations se donnent comme objectif pour la grande majorité d'entre elles, la réalisation d'un grand marché et mettent en place des politiques en vue de parvenir à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des travailleurs. Quelles en sont les incidences économiques et sociales dans les différents Etats membres des intégrations, voire dans certaines de leurs régions? Quels types de territoires émergent quand se met en place un processus d'intégration régionale? Lorsque d'autres politiques sont mises en place - politiques sociale, environnementale, régionale, de réseaux, d'éducation, de santé, une coopération judiciaire entre Etats- quelles en sont la nature, les logiques, la portée réelle? Quelles innovations sont apparues depuis les premières tentatives d'intégration? Comment comprendre, évaluer l'irruption de systèmes comme l'ALBA ou l'UNASUR, évaluer les difficultés, les échecs de certains projets?

3) Les droits et garanties des personnes : quelle effectivité au sein des intégrations ?

En menant des politiques et en adoptant des textes ayant des effets sur les personnes, se pose la question des garanties juridictionnelles dont celles-ci disposent pour défendre leurs droits : existe-t-il des juridictions? Comment les personnes y ont-elles accès? Comment leurs décisions s'appliquent-elles? Les Etats en cas de violations de leurs obligations peuvent-ils être sanctionnés? A défaut, les personnes disposent-elles d'autres façons de faire respecter leurs droits face aux Etats et aux institutions?

Au-delà de cet aspect relevant d'une « intégration de droit » au sens d'Etat de droit, les chartes constitutives des intégrations prévoient-elles l'instauration d'une citoyenneté : quel en est le contenu, la portée? Assure-t-elle la protection des droits fondamentaux?

De façon plus générale, l'existence des intégrations est-elle susceptible de renforcer le respect des principes démocratiques dans les Etats membres?

4) Les pratiques culturelles, éléments de réconciliation entre les intégrations régionales et les personnes ?

La dimension culturelle, est-elle oubliée des processus d'intégrations? Les intégrations conçues en terme essentiellement institutionnels et autour des logiques du marché n'ont-elles pas mis trop de côté la culture? On connaît, s'agissant de l'Europe, la citation apocryphe de J. Monnet « si c'était à refaire, je commencerais par la culture ». La culture, entendue ici au sens large, ne peut-elle pas être pensée comme un moyen de faire évoluer les intégrations régionales vers de nouvelles dimensions et permettre aux personnes de se réappropriier les processus en cours?

Les langues du colloque sont l'anglais, l'espagnol, le français, le portugais. Toute autre langue des Amériques pourra être acceptée après avis du comité d'organisation.

Calendrier

Appel à communication **30 janvier 2011**

Retour des propositions **Fin Mai 2011**

Réponses du Comité scientifique **Fin juin 2011**

Retour des communications **15 octobre 2011**

Toujours demande ou envoi doit se faire à l'adresse suivante : [pas d'accent sur le e]
colloque.integration2011@gmail.com

Organisation de journées intermédiaires

Le bureau de l'IDA a souhaité faire précéder le colloque de Novembre de journées intermédiaires qui permettraient de cibler un aspect particulier des processus d'intégrations dans les Amériques. Chaque Pôle et chaque laboratoire disposent d'une liberté de manœuvre pour l'organisation de ces journées. L'idéal serait qu'elles puissent permettre de rendre évidentes les collaborations de l'Institut avec ses partenaires américains au travers d'organisation de visioconférences. Les textes présentés lors de ces journées seront déposés sur le site Web de l'Institut. Lors du colloque, des tables rondes permettront aux équipes ayant organisé ces demi-journées de faire un compte rendu et de présenter des conclusions.

Comité Scientifique

- Martine Azuelos, Professeur, CERVEPAS, Paris3 Sorbonne Nouvelle
- Ilan Bilzberg, économiste, El Colegio de México
- Philippe Béraud, économiste, Télécom Bretagne
- Jean-Michel Blanquer, Professeur, juriste, Président de l'IDA
- Gérard Boismenu, Professeur, Science Politique, Université de Montréal, Canada.
- Georges Couffignal, CREDA, Paris2, IHEAL
- Olivier Dabène, Professeur, Science Politique, OPALC, SciencesPo Paris
- Pablo Diaz, MCF, économiste, CRESS-LESSOR, SciencesPo Rennes
- Catherine Flaesch-Mougin, Professeure, Droit Public, Rennes 1, Coordinatrice du Centre d'Excellence Jean Monnet de Rennes, Responsable de la Chaire Unesco « Intégrations Régionales » de Rennes1. UMR 6262IODE
- Gonzalo García Nuñez, économiste, ancien directeur du banco central du Pérou, Université nationale des Ingénieurs
- Hélène Harter, Professeure, Historienne, UMR 6258 CERHIO, Université Rennes2
- Joel Lebullenger, Professeur, droit Public, -droit européen, Titulaire d'une Chaire européenne Jean Monnet, membre du centre de recherches européennes, équipe de l' IODE, UMR- CNRS 6262
- Mario Menendez, Professeur, UMR 6051 CRAPE, SciencesPo Rennes
- Marta Olivar Jiménez, Professeure, droit Public, Université Fédérale, Rio Grande do Sul
- Jean-Louis Perrault, Maître de conférences en économie, CRESS-LESSOR ISMEA/Rennes1
- Danièle Perrot, Professeure de droit Public, Université Antilles Guyanes, CRPLC (centre de recherches sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe) UMR-CNRS 8053 Titulaire d'une Chaire européenne Jean Monnet
- Carlos Quenan, Professeur, économiste, CREDA, Paris 3, IHEAL
- Bernardo Sorj, sociologue, Université Fédérale de Rio de Janeiro
- Jacques Tenier, Conseiller à la Cour des comptes, Centre d'Excellence Jean Monnet de Rennes (CEJM)

- Sébastien Velut, Professeur, Géographe, CREDA, Paris3, IHEAL
- Sylvie Ollitrault, Politiste, CNRS, UMR 6051 CRAPE, Rennes1

Organisateurs

- GIS Institut des Amériques
- GIS Institut des Amériques - Rennes
- Centre d'excellence Jean Monnet de Rennes (Rennes 1, Rennes 2, ENS- Cachan, antenne de Bretagne)-
- Chaire Unesco Intégrations régionales de l'université de Rennes1.

Comité d'organisation

- Gérard Borrás PR, Rennes2
- Pablo Diaz, MCF, SciencesPo Rennes.
- Catherine Flaesch-Mougin, PR, Rennes1
- Joel Lebullenger, PR, Rennes1.
- Jimena Obregon Iturra MCF, SciencesPo Rennes
- Jean-Louis Perrault, MCF, Rennes1
- Emilie Poirier, Doctorante Rennes2
- Noémie Pointeau, Doctorante Rennes2
- Claire Sourp MCF, Rennes2



**ANNUAL CONFERENCE OF
THE INSTITUTE OF THE AMERICAS / INSTITUT DES AMERIQUES (IDA)
RENNES 17, 18, 19 NOVEMBER 2011**

CALL FOR PAPERS

RETHINKING REGIONAL INTEGRATION IN THE AMERICAS THROUGH THE PRISM OF THE PEOPLE

Integrations represent one type of link within global multi-level governance: universal organisations, regional organisations, States, sub-state organisations. This organisational level has undergone significant changes, particularly in the Americas where it is known under a range of shapes and names, such as ALADI, CAN, MERCOSUR, CACM, NAFTA, CARICOM, ALBA, UNASUR, FTAA (ALCA), SICA and the CIS, to name just a few. To date, though, these institutions have mostly been studied in terms of their structure and the way they operate, without much thought spared for the citizens within these integrations or for the place of humans in these processes. Thus, the conference while focusing on the legal, economic and political aspects of regional integration, will also question the issue of regional integration in the Americas through the prism of the people, based on a close examination of the local institutions and the way they operate, their policies, their economic and social impact, their values and their security as well as their relationship – or lack of – with culture.

A comparative analysis of other systems integrations (Asia, Africa, Europe) will also help develop a better understanding of the nature of the pitfalls linked to certain processes and help suggest possible improvements to the system in place.

The conference will address the following lines of inquiry, but not exclusively:

1) The institutions and the way they operate: what role to give to people?

Since the sixties, regional integration has developed into a range of complex structures including customs unions and free trade zones, that we will examine as well as their various forms of representation (political, national, regional, mainstream, democratic). The way these structures are organised and how they operate. Do they include institutions where people are represented and, if so, under which conditions and with which level of decision-making power? Are there forms of participatory democracy that allow access to documents and information pertaining to ongoing

projects or access to mechanisms that enable people to express their opinion? Otherwise, are people creating civil or non-institutional opportunities to have their voices heard?

2) The policies of integration: what is the impact on people?

For most, integration's main aim is to develop a large market and implement policies towards achieving free movement of goods, services, capital and workers. What is the economic and social impact for the various member states, at a national and regional level? What kind of territories emerge as a result of the implementation of regional integration processes? What is in the nature, logic and the consequences of implementing other policies (social, environmental, regional, of networks, education, health and legal cooperation between States)? Has anything new and innovating emerged since the first attempts at integration? How to understand and ascertain the eruption of structures such as the ALBA or UNASUR, as well as assess the difficulties and failures of certain projects?

3) People's rights and guarantees: how efficacious is integration?

Developing policies and applying legislation pertaining to people, raises the question of the judicial guarantees available to defend their rights: What kind of jurisdiction exists? Do people have access to them? How are their decisions applied? Can the States be sanctioned when they violate their obligations? If not, do people have other ways of enforcing their rights against States and institutions? Beyond this aspect relating to "rights' integration" in terms of rule of law, do integrations' founding charters allow for the creation of a form of citizenship: To what extend? Does it cover human rights? More broadly speaking, does integration strengthen democratic principles amongst member States?

4) Cultural practices: Are there possible elements of reconciliation between people and regional integration?

Is culture omitted from integration processes? Hasn't integration primarily designed around institutional and market logics, omitted to integrate a cultural dimension? In relation to Europe, J. Monnet's wrote: "If I had to do it all over again, I would start with culture". Can the inclusion of culture, defined in broad terms, be an innovative way of developing regional integration in ways that might enable people to reclaim current processes?

Conference papers are accepted in English, Spanish, French and Portuguese. Requests to use other languages must be submitted to the organising committee for approval.

Submission calendar

Call for papers **30 January 2011**

Closing date for submission of proposals **End of May 2011**

Program committee's decision **End of June 2011**

Submission of final papers **15 October 2011**

Proposals and requests for information should be addressed to:
colloque.integration2011@gmail.com

Pre-conference program

IDA has decided to run a series of half-day forums on specific aspects of integration processes in the Americas prior to the conference. Each forum is organised by a different research group or centre. It is hoped that these forums will reflect IdA's range of partnerships, including with its American partners (through video linkup). The papers presented at these forums will be published on the Institute's website. At each forum, roundtables are also planned to enable the organising teams to summarise and draw conclusions about the event.

Reference committee members

- Martine Asuelos, Professor, CERVEPAS, Paris3 Sorbonne Nouvelle
- Ilan Bilsberg, Economist, El Colegio de México
- Philippe Béraud, Economist, Telecom Bretagne
- Jean-Michel Blanquer, Professor, Jurist, President of IDA
- Gérard Boismenu, Professor, Political Science, Université de Montréal, Canada.
- Georges Couffignal, CREDA, Paris2, IHEAL
- Olivier Dabène, Professor, Political Science, OPALC, SciencesPo Paris
- Pablo Dias, MCF, Economist, CRESS-LESSOR, SciencesPo Rennes
- Catherine Flaesch-Mougin, Professor, Public Law, Rennes 1, Coordinator of the Centre d'Excellence Jean Monnet in Rennes, Head of the Unesco Chair on « Regional Integrations » at Rennes1. UMR 6262IODE
- Gonsalo García Nuñez, Economist, former director of the Peruvian Banco Central, Université Nationale des Ingénieurs
- Hélène Harter, Professor, Historian, UMR 6258 CERHIO, Université Rennes2
- Joel Lebullenger, Professor, Public Law - European law, holder of a European Chair at Jean Monnet, member of the Centre de Recherches Européennes, IODE team, UMR- CNRS 6262
- Mario Menendes, Professor, UMR 6051 CRAPE, SciencesPo Rennes
- Marta Olivar Jiménes, Professor, Public Law, Université Fédérale, Rio Grande do Sul
- Jean-Louis Perrault, Lecturer in Economy, CRESS-LESSOR ISMEA/Rennes1
- Danièle Perrot, Professor in Public Law, Université Antilles Guyanes, CRPLC (Centre de Recherches sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) UMR-CNRS 8053 holder of a European Chair at Jean Monnet
- Carlos Quenan, Professor, Economist, CREDA, Paris 3, IHEAL
- Bernardo Sorj, Sociologist, Université Fédérale de Rio de Janeiro
- Jacques Tenier, Adviser at the Court of Auditors, Centre d'Excellence Jean Monnet de Rennes (CEJM)
- Sébastien Velut, Professor, Geographer, CREDA, Paris3, IHEAL
- Sylvie Ollitrault, Politist, CNRS, UMR 6051 CRAPE, Rennes1

Organisers

- GIS Institut des Amériques
- GIS Institut des Amériques - Rennes
- Centre d'excellence Jean Monnet in Rennes (Rennes 1, Rennes 2, ENS- Cachan, Bretagne office)
- Unesco Chair on Regional Integrations at the Université de Rennes1.

Organising committee

- Gérard Borrass PR, Rennes2
- Pablo Dias, MCF, SciencesPo Rennes.
- Catherine Flaesch-Mougin, PR, Rennes1
- Joel Lebullenger, PR, Rennes1.
- Jimena Obregon Iturra, Lecturer, SciencesPo Rennes
- Jean-Louis Perrault, Lecturer, Rennes1
- Emilie Poirier, Doctoral candidate Rennes2
- Noémie Pointeau, Doctoral candidate Rennes2
- Claire Sourp Lecturer, Rennes2

CONGRESO ANUAL DEL INSTITUTO DE LAS AMÉRICAS

RENNES 17, 18 Y 19 DE NOVIEMBRE 2011

LLAMADO A PONENCIAS

REPENSAR LAS INTEGRACIONES REGIONALES EN LAS AMÉRICAS A LA LUZ DE LA PERSONA

Las integraciones constituyen uno de los eslabones de una gobernanza mundial a diversos niveles: organizaciones universales, organizaciones regionales, Estados, colectividades infra-estatales. Este sistema organizacional ha atravesado desarrollos importantes particularmente en las Américas, en donde existe bajo formas y denominaciones múltiples: ALADI, CAN, MERCOSUR, MCCA, ALENA (NAFTA), CARICOM, ALBA, UNASUR, ZLEA (ALCA), SICA, SIC, por no mencionar sino algunas de estas estructuras. Sin embargo, hasta el momento éstas han sido estudiadas sobre todo en tanto instituciones establecidas y según su funcionamiento, sin brindar una atención particular a los residentes de las integraciones y al lugar de la persona humana en estos procesos. De esta manera, el coloquio, sin dejar de brindar una atención particular a los problemas jurídicos, económicos, políticos, propone repensar la cuestión de las integraciones regionales en las Américas a la luz de la persona, estudiando las instituciones y su funcionamiento, las políticas y su impacto económico y social, los valores y su garantía, así como su vínculo —existente o no— con las dimensiones culturales.

Igualmente, un acercamiento comparatista con otros sistemas de integración (Asia, África, Europa) será tenido en cuenta con el fin de comprender mejor la naturaleza de los obstáculos que enfrentan numerosos procesos y eventualmente contemplar posibles mejoras.

Los puntos de reflexión que prosiguen no son restrictivos.

1) Las instituciones y su funcionamiento: ¿qué rol acordar a las personas?

La variedad de formas en las integraciones regionales, trátense de uniones aduaneras o de zonas de libre comercio, teje un primer nivel de complejidad: se tratará de interrogar sobre las formas que asumen las diversas representaciones (política, nacional, regional, popular, democrática) en estos procesos que desde los años sesenta se han ido ampliando progresivamente. ¿Cómo están estructuradas, cuál es su modo de funcionamiento? ¿Prevén las instituciones o representan a las personas, y en caso de que así sea, según qué modalidades de designación y con qué poderes de decisión? ¿Existen formas de democracia participativa que permitan un acceso a documentos, una información sobre los proyectos en curso, incluso mecanismos que permitan a las personas hacer escuchar su opinión? En su defecto, ¿se implementan foros civiles o de contrapoderes?

2) Las políticas de las integraciones: ¿qué incidencias tienen sobre las personas?

Las integraciones se imponen como objetivo, en su gran mayoría, la realización de un gran mercado e implementan políticas que persiguen la libre circulación de bienes, servicios, capitales y trabajadores. ¿Cuáles son las incidencias económicas y sociales de esto en los diferentes Estados miembros de integraciones, incluso en ciertas de sus regiones? ¿Qué tipos de territorios emergen cuando se introduce un proceso de integración regional? Cuando otras políticas son implementadas —políticas sociales, ambientales, regionales, redes de educación, de salud, una cooperación judicial entre Estados—, ¿cuál es su naturaleza, sus lógicas, su alcance real? ¿Cómo comprender, evaluar la irrupción de sistemas como el ALBA o el UNASUR, evaluar las dificultades, los fracasos de ciertos proyectos?

3) Los derechos y garantías de las personas: ¿qué efectividad en el seno de las integraciones?

Al implementar políticas y adoptar textos que tienen efecto sobre las personas, surgen preguntas relativas a las garantías jurisdiccionales con las que éstas disponen para defender sus derechos: ¿existen jurisdicciones? ¿Cómo pueden las personas acceder a ellas? ¿Cómo se aplican sus decisiones? ¿Pueden los Estados ser sancionados en caso de faltar a sus obligaciones? En su defecto, ¿disponen las personas de otros medios para hacer respetar sus derechos antes los Estados e instituciones? Más allá de este aspecto relevante de una «integración de derecho» en el sentido del Estado de Derecho, ¿prevén las cartas constitucionales de las integraciones la instauración de una ciudadanía? ¿Cuál es su contenido, su alcance? ¿Aseguran la protección de los derechos fundamentales?

En términos más generales, ¿la existencia de integraciones es susceptible de reforzar el respeto de los principios democráticos en los Estados miembros?

4) Prácticas culturales: ¿elementos de reconciliación entre las integraciones y las personas?

¿Ha sido olvidada la dimensión cultural en los procesos de integración? ¿No han descuidado la cultura demasiado las integraciones concebidas en términos esencialmente institucionales y alrededor de lógicas de mercado? Conocemos, en el caso de Europa, la cita apócrifa de J. Monnet «si la idea es rehacer, yo comenzaría por la cultura». La cultura, entendida aquí en el sentido amplio, ¿no podría ser pensada como un medio de hacer evolucionar las integraciones regionales hacia nuevas dimensiones y permitir que las personas se reapropien del proceso en curso?

Los idiomas del coloquio son inglés, español, francés y portugués. Toda otra lengua de las Américas podrá ser aceptada previo aviso al comité organizador.

Calendario:

Llamada a ponencia **30 de enero 2011**

Devolución de propuestas **Finales de mayo 2011**

Respuestas del Comité científico **Finales de junio 2011**

Devolución de ponencias **15 de octubre 2011**

Toda demanda o envío debe realizarse a la dirección siguiente (sin acento sobre la e):
colloque.integration2011@gmail.com

Organización de jornadas intermedias

El ejecutivo del IDA ha querido hacer preceder el coloquio de noviembre de jornadas intermedias que permitan abordar un aspecto particular de los procesos de integración de las Américas. Cada Polo y cada grupo de investigación disponen de libertad para la organización de dichas jornadas. Lo ideal sería que permitieran hacer evidentes las colaboraciones del Instituto con sus asociados americanos a través de la organización de videoconferencias. Los textos presentados durante estas jornadas serán subidos al sitio web del Instituto. A lo largo del coloquio, mesas redondas permitirán que los equipos que hayan organizado estas jornadas intermedias hagan un acta y presenten sus conclusiones.

Comité científico

- Martine Azuelos, Profesor, CERVEPAS, Paris3 Sorbonne Nouvelle
- Ilan Bilzberg, economista, El Colegio de México
- Philippe Béraud, economista, Télécom Bretagne
- Jean-Michel Blanquer, Profesor, jurista, Presidente del IDA
- Gérard Boismenu, Profesor, Ciencias Políticas, Universidad de Montréal, Canada.
- Olivier Dabène, Profesor, Ciencias Políticas, OPALC, SciencesPo Paris
- Pablo Diaz, MCF, economista, CRESS-LESSOR, SciencesPo Rennes
- Catherine Flaesch-Mougin, Profesora, Derecho Público, Rennes 1, Coordinadora del Centro de Excelencia Jean Monnet de Rennes, Responsable de la Cátedra Unesco « Intégrations Régionales » de Rennes1. UMR 6262IODE
- Gonzalo García Nuñez, economista, antiguo director del banco central del Perú, Universidad Nacional de Ingenieros.
- Hélène Harter, Profesora, Historiadora, UMR 6258 CERHIO, Université Rennes2
- Joel Lebullenger, Profesor, derecho público, derecho europeo, Titular de Cátedra europea Jean Monnet, miembro del centro de investigaciones europeo, equipo del IODE, UMR- CNRS 6262
- Mario Menendez, Profesor, UMR 6051 CRAPE, SciencesPo Rennes
- Marta Olivar Jiménez, Profesor, Derecho Público, Universidad Federal, Rio Grande do Sul
- Jean-Louis Perrault, Maestro de conferencias en economía, CRESS-LESSOR ISMEA/Rennes1
- Danièle Perrot, Profesor de derecho público, Université Antilles Guyanes, CRPLC (centro de investigaciones sobre los poderes locales en el Caribe) UMR-CNRS 8053 Titular de la Cátedra europea Jean Monnet
- Carlos Quenan, Profesor, economista, CREDA, Paris 3, IHEAL
- Bernardo Sorj, sociólogo, Universidad Federal de Rio de Janeiro
- Jacques Tenier, Consejero del Tribunal de Cuentas, Centro de Excelencia Jean Monnet de Rennes (CEJM)
- Sébastien Velut, Profesor, geógrafo, CREDA, Paris3, IHEAL
- Sylvie Ollitrault, Politólogo, CNRS, UMR 6051 CRAPE, Rennes1

Organizadores

- GIS Instituto de las Américas
- GIS Instituto de las Américas - Rennes
- Centro de Excelencia Jean Monnet de Rennes (Rennes 1, Rennes 2, ENS- Cachan, antenne de Bretagne)
- Cátedra Unesco Integraciones regionales de la universidad Rennes1.

Comité organizador

- Gérard Borrás PR, Rennes2
- Pablo Diaz, MCF, SciencesPo Rennes.
- Catherine Flaesch-Mougin, PR, Rennes1
- Joel Lebullenger, PR, Rennes1.
- Jimena Obregon Iturra MCF, SciencesPo Rennes
- Jean-Louis Perrault, MCF, Rennes1
- Emilie Poirier, Doctorante, Rennes2
- Noémie Pointeau, Doctorante, Rennes2
- Claire Sourp MCF, Rennes2

CHAMADO À PARTICIPAÇÃO

REPENSAR AS INTEGRAÇÕES REGIONAIS NAS AMÉRICAS SOBRE O PRISMA DA PESSOA

As integrações constituem um dos elos da governança mundial em vários níveis: organizações universais, organizações regionais, Estados e coletividades infra-estatais. Este escalão organizacional conheceu desenvolvimentos importantes particularmente nas Américas onde ele existe sobre múltiplas formas e denominações: ALADI, CAN, MERCOSUR, MCCA, ALENA (NAFTA), CARICOM, ALBA, UNASUR, ZLEA (ALCA), SICA, SIC, para citar só algumas. Mas, até o momento, elas foram estudadas sobretudo do ponto de vista das instituições existentes e do seu funcionamento, sem outorgar uma atenção particular às pessoas saídas das integrações e nem ao lugar da Pessoa Humana nesses processos. Portanto, o colóquio, ao mesmo tempo que concede uma atenção particular às problemáticas jurídicas, econômicas e políticas, propõe repensar a questão das integrações regionais nas Américas sobre o prisma da Pessoa, estudando as instituições e seu funcionamento, as políticas e seu impacto econômico e social, os valores e sua garantia assim como seu vínculo – ou não – com as dimensões culturais.

Uma perspectiva comparatista com outros sistemas de integrações (Ásia, África, Europa) será também considerada para melhor compreender a natureza dos obstáculos que vários processos conhecem e considerar eventualmente possíveis melhoramentos.

As linhas de reflexão que se seguem não são limitativas:

1) As instituições e seu funcionamento: qual o papel outorgado às pessoas?

A variedade das formas de integrações regionais (que se trate de uniões aduaneiras ou de zonas de livre intercâmbio) tece um primeiro nível de complexidade: tratará-se de se interrogar sobre as formas que tomam as diversas representações (política, nacional, regional, popular, democrática) nesses processos que cresceram progressivamente desde os anos sessenta. Como elas estão estruturadas? Qual seu modo de funcionamento? Preverão elas instituições onde estarão representadas as pessoas? E, se for o caso, segundo quais modalidades de designação e com que poderes decisoriais? Será que algumas formas de democracia participativa permitem um acesso aos documentos, uma informação sobre os projetos em curso e mesmo mecanismos que permitem que as pessoas façam entender sua opinião? Na falta dessas democracias, fóruns civis ou contrapoderes tenderiam a aparecer?

2) As políticas das integrações: quais as incidências nas pessoas?

A grande maioria das integrações dão-se como objetivo a realização de um grande mercado e criam políticas a fim de chegar à livre circulação dos bens, dos serviços, dos capitais e dos trabalhadores. Quais são as incidências econômicas e sociais destas políticas nos diferentes Estados membros das integrações, e mesmo em algumas de suas regiões? Quais tipos de territórios emergem quando se forma um processo de integração regional? Quando outras políticas se estabelecem – políticas sociais, ambientais, regionais, de redes, de educação, de saúde, uma cooperação judiciária entre Estados – quais são: a natureza, as lógicas e o verdadeiro alcance delas? Quais inovações apareceram desde as primeiras tentativas de integração? Como compreender, avaliar a irrupção de sistemas como ALBA ou UNASUR, as dificuldades e os fracassos de alguns projetos?

3) Os direitos e garantias das pessoas: qual a efetividade no seio das integrações?

Ao lidar com políticas e ao adotar textos que têm efeitos sobre as pessoas, aparece a pergunta das garantias jurisdicionais da qual estas dispõem para defender seus direitos: existem mesmo jurisdições? Como as pessoas têm acesso a elas? Como suas decisões se aplicam? Os Estados, em caso de violações de suas obrigações, podem ser sancionados? Caso não, as pessoas dispõem de outras maneiras de fazer respeitar seus direitos contra os Estados e as instituições?

Além desse aspecto, que depende de uma “integração de direito” no sentido de Estado de direito, as Cartas Constitutivas das integrações preveem a instauração de uma cidadania? Qual seu conteúdo e seu alcance? Ela assegura a proteção dos direitos fundamentais?

De maneira mais geral, a existência das integrações é susceptível de reforçar o respeito dos princípios democráticos dentro dos Estados membros?

4) As práticas culturais são elementos de reconciliação entre as integrações regionais e as pessoas?

A dimensão cultural é esquecida nos processos de integrações? As integrações concebidas em termos essencialmente institucionais e em torno das lógicas de mercado não puseram a cultura de lado? Conhecemos sobre a Europa, a citação apócrifa de J. Monnet: “Se desse para refazer, eu começaria pela cultura”. A Cultura, entendida no sentido amplo, não poderia ser pensada como um meio de fazer evoluir as integrações regionais para novas dimensões e permitir que as pessoas se reapropriem dos processos em curso?

As línguas do colóquio são: inglês, espanhol, francês e português. Qualquer outra língua das Américas poderá ser aceita depois da decisão do comitê de organização.

Calendário

Chamado à participação **30 de Janeiro de 2011**

Retorno das propostas **Final de Maio de 2011**

Respostas do Comitê científico **Final de Junho de 2011**

Retorno das participações **15 de Outubro de 2011**

Qualquer pedido ou envio deverá ser feito ao seguinte endereço : [sem acento gráfico no e]
colloque.integration2011@gmail.com

Organização de jornadas intermediárias

O escritório da IDA desejou organizar antes do colóquio de Novembro algumas jornadas intermediárias que permitiriam apontar um aspecto particular dos processos de integrações nas Américas. Cada Polo e cada laboratório dispõem de uma liberdade de manobra para a organização dessas jornadas. O ideal seria que elas possam permitir evidenciar as colaborações do Instituto com seus parceiros americanos por meio da organização de videoconferências. Os textos apresentados durante essas jornadas serão colocados no website do Instituto. Durante o colóquio, mesas redondas permitirão que as equipes que organizaram essas jornadas façam um relatório e apresentem conclusões.

Comitê Científico

- Martine Azuelos, Professora, CERVEPAS, Paris3 Sorbonne Nouvelle
- Ilan Bilzberg, economista, El Colegio de México
- Philippe Béraud, economista, Telecom Bretagne
- Jean-Michel Blanquer, Professor, jurista, Presidente da IDA
- Gérard Boismenu, Professor, Ciências Políticas, Universidade de Montreal, Canada
- Georges Couffignal, CREDA, Paris2, IHEAL
- Olivier Dabène, Professor, Ciências Políticas, OPALC, SciencesPo Paris
- Pablo Diaz, MCF, economista, CRESS-LESSOR, SciencesPo Rennes
- Catherine Flaesch-Mougin, Professora, Direito Público, Rennes1, Coordenadora do Centro de Excelência Jean Monnet de Rennes, Responsável da Cadeira Unesco de “Integrações Regionais” de Rennes1. UMR 6262IODE
- Gonzalo García Nuñez, economista, antigo diretor do Banco Central do Perú, Universidade Nacional dos engenheiros
- Hélène Harter, Professora, Historiadora, UMR 6258 CERHIO, Universidade Rennes2
- Joel Lebullenger, Professor, Direito Público, -Direito Europeu, Titular de uma Cadeira europeia no Jean Monnet, membro do centro de pesquisas europeias, equipe de IODE, UMR-CNRS 6262
- Mario Menendez, Professor, UMR 6051 CRAPE, SciencesPo Rennes
- Marta Olivar Jiménez, Professora, Direito Público, Universidade Federal, Rio Grande do Sul
- Jean-Louis Perrault, Mestre de conferências em economia, CRESS-LESSOR ISMEA/Rennes1
- Danièle Perrot, Professora de Direito Público, Universidade Antilhas-Guianas, CRPLC (Centro de Pesquisas sobre os Poderes Locais no Caribe) UMR-CNRS 8053 Titular de uma Cadeira europeia no Jean Monnet
- Carlos Quenan, Professor, economista, CREDA, Paris3, IHEAL
- Bernardo Sorj, sociólogo, Universidade Federal do Rio de Janeiro
- Jacques Tenier, Conselheiro na Corte das contas, Centro de Exelência Jean Monnet de Rennes (CEJM)
- Sébastien Velut, Professor, Geógrafo, CREDA, Paris3, IHEAL
- Sylvie Ollitrault, Politista, CNRS, UMR 6051 CRAPE, Rennes1

Organizadores

- GIS Instituto das Américas
- GIS Instituto das Américas – Rennes
- Centro de excelência Jean Monnet de Rennes (Rennes1, Rennes2, ENS-Cachan, Campus da Bretanha)
- Chaire Unesco Integrations régionales da Universidade de Rennes1

Comitê de organização

- Gérard Borrás PR, Rennes 2
- Pablo Diaz, MCF, SciencesPo Rennes
- Catherine Flaesch-Mougin, PR, Rennes1
- Joel Lebullenger, PR, Rennes1
- Jimena Obregon Iturra MCF, SciencesPo Rennes
- Jean-Louis Perrault, MCF, Rennes1
- Emilie Poirier, Doutorando Rennes2
- Noémie Pointeau, Doutorando Rennes2
- Claire Sourp, MCF, Rennes2